

mise sur le dos du libertin Chigi qui sodomise la chèvre pendant ce temps » (p. 279).

Le quatorzième chapitre est consacré à la « république écologique et [à la] démocratie végétarienne » : « le rouge vert » de la Révolution. Figurent ici les cas de John Oswald, « sans-culotte végétarien », ancien officier de l'armée anglaise en Inde, marqué par le végétarisme hindou et volontaire en Vendée, qui mourut avec deux de ses enfants à la bataille des Ponts-de-Cé, et de François Boissel, moins connu, présenté comme le « grand-ancêtre » de l'écologie actuelle. Radicalisé par un long séjour à Saint-Domingue et cordelier dans le Paris révolutionnaire, cet Ardéchois partit du principe que la société se divisait en deux parties, « les écrasés et les écrasants », ceux-ci ramassant les excréments de ceux-là. Pourtant, observa-t-il, certains animaux étaient communément propres : « les oiseaux dans leurs nids, les loups et les ours dans leurs tanières, les fourmis, les castors s'arrangent de façon qu'ils ne sont point incommodés par leurs immondices ». Dans cet univers mental, comme le note P. Serna, « la merde est l'avenir du républicain en ce qu'elle égalise la condition de tous » (p. 293).

Nous sommes loin, dans ces pages, des débats d'antan qui opposèrent si farouchement sobouliens et furetistes. Ce livre évoque la volonté d'un renouveau de l'approche de la Révolution. L'histoire concrète de 1789 est encore vive : elle suggère la magie de la Déclaration des droits de l'homme et l'horreur de la Terreur. L'historiographie de la Révolution est, elle aussi, présente et durable ; la lecture de cet ouvrage novateur rappelle que la Révolution n'est pas finie et qu'elle ne finira jamais.

PATRICE HIGONNET

AHSS, 72-2, 10.1017/S0395264917000944

### Pierre Serna

*L'animal en République, 1789-1802. Genèse du droit des bêtes*

Toulouse, Éd. Anacharsis, 2016, 250 p.

les économies familiales des sociétés rurales d'Ancien Régime ou dans les villes, organisées spatialement et architecturalement autour de la force motrice des bêtes, et surtout des chevaux, les animaux sont restés presque absents des recherches en histoire économique, politique, sociale, intellectuelle ou culturelle de l'Europe moderne<sup>1</sup>. Depuis une quinzaine d'années, ils font cependant l'objet d'un intérêt croissant qui a conduit à les regarder comme des produits commerciaux, des objets de savoir, des marqueurs de distinction sociale, des symboles politiques ou des matériaux de prédilection pour les dissections anatomiques. On a commencé à analyser la façon dont différents acteurs se sont intéressés à eux, à travers leur domestication, mais aussi leurs descriptions, classifications, représentations visuelles, embaumements et collections. On a reconnu dans le XVIII<sup>e</sup> siècle un tournant pour la classification en histoire naturelle, avec le développement d'une réflexion aiguë sur les sociétés animales et leur relation avec les sociétés humaines. Les *animal studies* ont enfin enrichi les réflexions épistémologiques sur les catégories de sujet historique et de *historical agency*, et se sont rapprochées d'autres recherches issues de l'histoire des sciences ou de l'anthropologie, qui tentent d'en finir avec les oppositions binaires nature/culture ou sujet/objet<sup>2</sup>. Les animaux commencent ainsi à être intégrés de plain-pied dans l'histoire de l'Europe et du monde moderne.

Pierre Serna est l'un des historiens français qui, ces dernières années, a le plus contribué à les faire sortir de l'invisibilité dans laquelle ils se trouvaient, pour les placer au centre d'un renouvellement de l'histoire politique, tout particulièrement de ce moment essentiel, autant d'un point de vue historique que dans une perspective historiographique, de la France révolutionnaire. Depuis quelques années, à travers plusieurs articles, l'édition d'un numéro des *Annales historiques de la Révolution française* autour de « L'animal en révolution » (377-3, 2014) et deux monographies, dont celle-ci<sup>3</sup>, il transforme profondément notre compréhension de l'un des épisodes clés de l'histoire de France : en y introduisant les animaux, il offre un important déplacement du questionnaire traditionnel autour duquel

Les animaux ont été les grands oubliés de l'historiographie jusqu'à une période récente. Malgré le rôle central qu'ils ont joué dans

s'est construite l'approche du moment révolutionnaire. La relation entre bêtes et humains est le prisme à travers lequel P. Serna poursuit sa lecture de la Révolution française, où la figure animale, porteuse d'une symbolique politique, devient fondamentale pour penser l'être humain en société et, dans la foulée, le phénomène révolutionnaire et la politique. On doit souligner l'actualité historiographique et l'originalité de ce travail au long cours.

Le volume se construit autour de l'analyse d'un concours lancé par l'Institut national de France en 1802 sur le thème suivant : « Jusqu'à quel point les traitements barbares exercés sur les animaux intéressent-ils la morale publique ? Et conviendrait-il de faire des lois à cet égard ? » En 1804, l'Institut avait reçu vingt-huit dissertations (dont vingt-sept nous sont parvenues), le nombre le plus élevé de réponses suscitées par un concours de la classe des Sciences morales et politiques ; de tous ces textes, deux seulement seront publiés. La moitié de leurs auteurs sont des provinciaux et trois sont des étrangers ; on compte trois abbés, trois professeurs, trois hommes de loi, deux militaires, un homme de lettres, un haut fonctionnaire et un chirurgien. P. Serna présente, commente, met en contexte et en dialogue ces travaux qui ne partagent guère un point de vue unique, ni ne suivent les mêmes stratégies rhétoriques ou d'argumentation : partant des mauvais traitements infligés aux animaux, ils abordent des questions aussi distinctes que celles de leur perfectibilité, de leur organisation sociale, du langage ou du végétarisme. Le livre montre que, dans la lignée des réflexions d'Étienne Bonnot de Condillac, presque tous condamnent le traitement barbare des animaux car ils les considèrent comme des créatures douées de sensibilité, par opposition à René Descartes et à sa théorie de l'animal-machine ; en ce sens, les auteurs ne peuvent accepter que les animaux soient réduits à des biens meubles, achetables et vendables comme toute autre possession, contrairement à ce qu'établit le Code civil de 1804. Cependant, la plupart des mémoires répondent par la négative à la question de savoir s'il faut légiférer pour défendre les animaux, considérant inutile l'ajout d'une loi supplémentaire à la masse

des textes juridiques. Leur position philo-animaliste s'appuie plutôt sur la morale partout invoquée comme « l'ultime recours pour sortir la France de l'ornière de ses violences omniprésentes » (p. 153).

L'ouvrage de P. Serna est construit autour de trois grandes parties thématiques précédées d'une introduction qui se propose de tracer les contours d'« un nouveau champ d'histoire de la Révolution ». La conclusion s'ouvre au monde contemporain et aux problèmes écologiques et environnementaux du XXI<sup>e</sup> siècle. Il est donc particulièrement difficile de rendre justice à la variété des arguments qui, à travers le prisme des animaux, sont mobilisés, puisque c'est la Révolution française elle-même qui est relue ici. Selon l'auteur, « le monde des animaux n'est point une métaphore. Il est un monde parallèle à celui des hommes » (p. 27). Ainsi, la question de fond est posée dès les premières pages : « où placer l'animal ainsi reconsidéré et les citoyens déconsidérés de la sorte sur l'échelle des représentations du rang de chaque être vivant ? » (p. 9). Le lecteur est plongé dans un massif de sources très largement inconnu qui lui permet de prendre la mesure de l'importance de la question animale en pleine Révolution. La vingt-cinquième dissertation raconte, à titre d'exemple, l'histoire de l'appriovisoement et du « disciplinement » d'une araignée par un homme cultivé, enfermé à la Bastille et privé de ses livres : lorsque le prisonnier montre au gouverneur de la Bastille ce qu'il est parvenu à faire avec patience, ingéniosité et méthode, ce dernier écrase l'animal. La barbarie exercée sur les animaux (même sur les plus petits, répugnants et moins utiles, comme les araignées) signifie une absence de compassion, de pitié, de sensibilité et de sympathie envers les êtres humains – les caractéristiques essentielles de la nouvelle conception de l'humanité issue des Lumières. Une autre dissertation, la vingtième, qui remporte une mention spéciale, développe une règle générale du progrès historique : la façon de traiter les animaux indique le degré de civilisation atteint par la société elle-même et témoigne d'une amélioration graduelle de la condition animalière en fonction du progrès de polissage des peuples. Cet argument significatif de la nouvelle

conception de l'histoire a déjà été mis en œuvre par les philosophes des Lumières à propos des manières de traiter les femmes<sup>4</sup>.

On trouve aussi, dans l'ouvrage, une référence stimulante à la critique de la colonisation à partir de la question animale, et son articulation avec le dossier environnemental. Dans certains textes, celle-ci s'exprime de façon radicale, même si, comme l'indique P. Serna, le concept de civilisation – un néologisme des années 1750 qui devient, avec son contemporain « perfectibilité », le maître mot des Lumières – travaille tout ce corpus qui, en définitive, reconduit le schéma hiérarchique des peuples. La chasse est considérée comme une expression de la barbarie, ce qui fait des peuples chasseurs – ceux que Montesquieu et, après lui, Adam Smith appellent « sauvages » – les êtres les plus féroces de la Terre. De même, l'inquiétante « tourbe urbaine » des classes populaires est rapprochée des bêtes les plus cruelles. Les dissertations sur les animaux dévoilent donc, avant tout, les tensions politiques du moment : l'année de lancement du concours correspond aussi à la fermeture de la classe des sciences morales et politiques qui l'avait organisé, mais c'est surtout l'année du rétablissement de l'esclavage et du vote du consulat à vie de Bonaparte. Au même moment, le concours d'économie politique invite à réfléchir sur la façon dont l'abolition de la servitude en Europe influence le développement des Lumières et la richesse des nations. En inscrivant le concours de l'Académie des sciences morales et politiques dans ce contexte très précis, P. Serna parvient à montrer, de manière convaincante, que la cristallisation des réflexions sur les animaux reflète les questions fondamentales qui traversent le corps politique sur l'organisation du monde social et la naturalité de ses hiérarchies.

Pour approfondir et enrichir le sujet, le volume se prolonge à travers un site internet, fruit d'une collaboration entre l'Institut d'histoire de la Révolution française (IHRF) et les éditions Anacharsis<sup>5</sup>. On y trouve la transcription de larges extraits de ce riche corpus, d'une lecture passionnante, ainsi que du matériel audiovisuel et iconographique, qui inclut notamment les dessins de Charles

Lebrun sur la physionomie humaine comparée à celle des animaux ou les gravures de William Hogarth, *The Four Stages of Cruelty* (1751), largement diffusées dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle et citées par plusieurs candidats (certaines sont reproduites dans le volume papier). Si le livre de P. Serna peut ouvrir la voie à une étude comparative, il évite cependant des parallèles faciles mais trompeurs, pour une période de turbulences, de concurrences et de guerres. En soulignant la centralité politique des animaux dans la France en Révolution, il signale la nécessité de contextualiser précisément ces débats. Les gravures de Hogarth suggèrent aussi que la réflexion sur les droits des bêtes, en grande partie commune aux Lumières européennes, trouve dans chaque pays les formes et les enjeux propres de son expression. En Grande-Bretagne, William Wilberforce, l'un des principaux meneurs du mouvement abolitionniste au Parlement, proclamé citoyen français par l'Assemblée nationale le 26 août 1792, fut non seulement l'un des promoteurs de l'abolition du commerce d'esclaves (1807), puis de l'esclavage (1833) dans l'empire britannique, mais aussi l'un des fondateurs de la Society for the Prevention of Cruelty to Animals (1824).

SILVIA SEBASTIANI

AHSS, 72-2, 10.1017/S0395264917000956

1 - Daniel ROCHE, *La culture équestre occidentale, XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles. L'ombre du cheval*, t. 1, *Le cheval moteur*, t. 2, *La puissance et la gloire*, t. 3, *Connaissance et passion*, Paris, Fayard, 2008-2015.

2 - Erica FUDGE, *Perceiving Animals: Humans and Beasts in Early Modern England* [1999], Urbana, University of Illinois Press, 2002; Lorraine DASTON et Gregg MITMAN (dir.), *Thinking with Animals: New Perspectives on Anthropomorphism*, New York, Columbia University Press, 2005; Bruno LATOUR, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1991; Donna J. HARAWAY, *When Species Meet*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2007; Peter SAHLINS, *The Year of the Animal: 1668 and the Making of Early Modern France*, New York, Zone Books, 2017.

3 - Pierre SERNA, *Comme des bêtes. Histoire politique de l'animal en révolution (1730-1840)*, Paris, Fayard, 2017.

4 - Sylvana TOMASELLI, «The Enlightenment Debate on Women», *History Workshop Journal*, 20, 1985, p. 101-124; Barbara TAYLOR, «Enlightenment and the Uses of Woman», *History Workshop Journal*, 74, 2012, p. 79-87.

5 - <http://blogs.editions-anacharsis.com/animal/>.

### Jean-Yves Bory

*La douleur des bêtes. La polémique sur la vivisection au XIX<sup>e</sup> siècle en France*

Rennes, PUR, 2013, 309 p.-XXIV p. de pl.

Méthode d'investigation privilégiée de la physiologie expérimentale – la « science du XIX<sup>e</sup> siècle » selon Victor Duruy –, la vivisection a connu durant le siècle un développement considérable; la généralisation de ce procédé, violent pour le cobaye ainsi soumis à la curiosité scientifique, a entraîné de façon concomitante une montée des protestations et des mobilisations collectives. Le phénomène est connu et bien documenté en ce qui concerne la Grande-Bretagne. L'agitation antivivisectionniste des années 1870, déclenchée par l'importation dans les îles Britanniques de pratiques scientifiques vite jugées barbares et cruelles, n'a pas été sans effet. Elle a notamment suscité la création d'une commission parlementaire et, dans son sillage, l'édiction du Cruelty to Animals Act de 1876, instaurant le principe d'un contrôle étatique des agissements des chercheurs. De fait, on ne compte plus les ouvrages anglophones consacrés à la question, tel *Antivivisection and Medical Science in Victorian Society* de Richard French qui, malgré son ancienneté, demeure une référence incontournable<sup>1</sup>.

Dans le cas de la France, la situation est autrement moins réjouissante: à l'exception de quelques articles épars publiés au cours des dernières décennies, l'objet n'a jusque-là jamais été véritablement investi. Si la faiblesse du mouvement antivivisectionniste hexagonal, comparé à son équivalent anglais, explique largement une telle désaffection, on peut toutefois regretter que l'une des premières formes de contestation par des « profanes » de la mainmise savante sur la nature et le vivant n'ait pas été plus étudiée. C'est cette lacune que Jean-Yves Bory entend combler avec cet

ouvrage tiré de sa thèse. Dans le droit fil des analyses des controverses, l'auteur s'attache à restituer les développements de cette pratique de la vivisection – les physiologistes français sont alors réputés pour leurs tours de main et leur inventivité technique – ainsi que les polémiques que son affirmation ne manque pas de faire naître. En s'appuyant sur les rares archives disponibles et sur le dépouillement de sources écrites variées – les bulletins de l'Académie de médecine, des périodiques d'organisations militantes comme la Société protectrice des animaux (SPA) ou la Société française contre la vivisection (SFV), des revues médicales et scientifiques ou encore des journaux grand public –, il identifie les acteurs et les groupes en présence, restitue les argumentaires et l'évolution des débats.

S'il se réclame du principe de symétrie systématisé par David Bloor et prétend accorder, dans l'analyse, une égalité de traitement aux vainqueurs (les vivisecteurs) et aux perdants (les critiques modérés de la pratique et les antivivisectionnistes) des polémiques, l'auteur fait toutefois preuve d'une inclination, affichée dès l'introduction, pour la cause antivivisectionniste. Cette partialité assumée est justifiée par l'examen critique des travaux existants, contestés pour leur complaisance supposée à l'endroit de savants toujours considérés comme désintéressés et, à l'inverse, pour leur approche biaisée de l'antivivisectionnisme, systématiquement suspectée de motivations cachées. Confronté aux attitudes et aux pratiques distanciées des vivisecteurs vis-à-vis des cobayes, ainsi qu'aux apories d'études jugées partiales, J.-Y. Bory répond par un surcroît d'engagement, « tordant le bâton dans l'autre sens » en quelque sorte, au risque de se voir reprocher ce qu'il réprouve chez ses prédécesseurs.

Le livre suit un déroulé chronologique et se structure en deux parties. La première, qui relate l'institutionnalisation de la vivisection en France, s'arrête en 1880, au moment où la controverse autour du procédé s'élargit à l'ensemble de la société française avec la création des premières sociétés antivivisectionnistes. La polémique n'a en effet pas cessé d'enfler depuis le début du siècle. Elle s'est